



FONDS D'INCITATION À LA PAIX 2024-2025

Rapport Final

Mars 2026

peace
IN OUR CITIES



7 VILLES



**70,000 \$ DE FONDS
DISTRIBUÉS**



**4 DOMAINES
TRANSVERSAUX
D'INTERVENTION**



7 SUBVENTIONS



7 PAYS

PARTENAIRES DOMAINES INTERVENTION

1	Ville de Cali, Colombie
2	EFC, Bristol, Royaume-Uni
3	Ville de Guadalajara, Mexique
4	Life & Peace Institute, Nairobi, Kenya
5	Ville de Malines, Belgique
6	Peace Initiative Network, Kano, Nigeria
7	Ville de Rosario, Argentine

1	Prévention fondée sur les données et les preuves
2	Autonomisation et protection des jeunes
3	Renforcer la confiance grâce à des concertations et des dialogues multipartites
4	Renforcement institutionnel pour la prévention de la violence urbaine

Si vous souhaitez investir dans l'avenir du Peace Incentive Fund, veuillez nous contacter.

Photo de couverture: Comprendre les facteurs de division et les liens de connexion dans les conflits. Tuimarishie Amani Mjini – Atelier sur la consolidation de la paix et la résilience, avril 2025, Nairobi, Kenya.

INTRODUCTION

En septembre 2020, Peace in Our Cities (PiOC) a lancé le Peace Incentive Fund (PIF), un mécanisme de petites subventions visant à combler l'écart entre la connaissance et l'action. Ce programme soutient les partenaires municipaux dans leurs efforts pour investir dans la prévention fondée sur des données probantes et la recherche en réseau.

Lors de sa **première édition**, le PIF a soutenu des partenaires qui mettaient en œuvre des solutions visant à améliorer la santé publique tout en renforçant la sécurité publique. Ces approches reposaient sur les recherches de PiOC intitulées « Peace in Our Cities en période de pandémie » (*Peace in Our Cities in Time of Pandemic*). Neuf partenaires issus de huit villes ont reçu de petites subventions pour faire progresser des adaptations au niveau municipal à ce moment-là, favorisant ainsi le passage de la recherche à l'action pendant la crise de la pandémie de COVID-19. Ces ressources ont non seulement renforcé les capacités, mais aussi une culture consistant à fonder l'action sur des données probantes.

Alors que PiOC continuait de se développer dans un paysage mondial en pleine mutation et de plus en plus complexe, nous avons poursuivi l'analyse des multiples formes interdépendantes de violence urbaine et des stratégies efficaces déployées par des acteurs locaux, nationaux et internationaux. C'est dans ce contexte que nous avons relancé, en 2024, le Peace Incentive Fund (PIF 2.0), avec une nouvelle série de ressources financières destinées à soutenir des initiatives s'inscrivant dans le prolongement du rapport phare de PiOC de 2022, intitulé « Principes directeurs et actions inspirantes : mettre en œuvre la résolution visant à réduire la violence urbaine » (*Guiding Principles and Inspiring Actions: Operationalizing the Resolution to Reduce Urban Violence*).

PiOC a sélectionné sept partenaires pour le PIF 2.0, dont les travaux devaient s'achever en 2025. Les projets sélectionnés visaient à adapter, compléter et/ou réorienter les investissements municipaux actuels en matière de prévention et de réduction de la violence, ou à introduire une nouvelle programmation dans une ville. La deuxième phase du PIF a été soutenue par la Carnegie Corporation of New York.

Les résultats des projets du PIF présentés dans ce rapport prouvent qu'un investissement modeste peut avoir un impact significatif en posant les bases de politiques plus ciblées et plus efficaces, et en transformant la vie des personnes les plus vulnérables à la violence et à l'insécurité.

DOMAINES D'INTERVENTION

La plupart des candidatures au PIF 2.0 et des projets sélectionnés relevaient généralement d'un ou plusieurs des quatre grands domaines d'intervention. Plusieurs investissements ciblaient de multiples défis de prévention de la violence et différentes formes de violence, couvrant plusieurs domaines, comme résumé ci-dessous. Ces domaines étaient les suivants : (1) la collecte de données probantes et la promotion d'une prévention fondée sur les données ; (2) autonomisation et protection des jeunes ; (3) instauration de la confiance grâce à la concertation et au dialogue multipartite ; (4) développement de partenariats et d'une architecture institutionnelle pour la prévention de la violence urbaine.

Les efforts déployés allaient de la collecte de données probantes et de l'étude de la mise en place d'un bureau de prévention de la violence (BPV) à Bristol (Royaume-Uni) à la réalisation d'enquêtes ciblées ou généralisées sur la victimisation et la perception de la violence à Malines (Belgique) et à Rosario (Argentine). D'autres initiatives incluaient l'organisation de forums multipartites à Nairobi (Kenya) et Abeokuta (Nigéria) afin de renforcer la confiance entre les forces de l'ordre, les communautés et d'autres acteurs, ainsi que des interventions auprès des jeunes, des écoles et des communautés à Cali (Colombie) et à Guadalajara (Mexique). Ces différentes interventions traitent de multiples formes de violence, notamment la violence impliquant des jeunes et des gangs, la violence fondée sur le genre, les disparitions, la violence politique et la violence institutionnelle.

Cette diversité reflète la nature fluide et multidimensionnelle de la violence urbaine, tandis que quatre catégories générales ont révélé des similitudes entre les villes au regard des défis auxquels elles sont confrontées. La nature des projets renforce les principes directeurs promus par Peace in Our Cities, à savoir que la réduction de la violence urbaine nécessite des approches équilibrées, interdépendantes, légitimes et axées sur les lieux et les populations les plus vulnérables.

Les quatre domaines d'intervention et leurs projets spécifiques liés au PIF

1. La collecte de données et promotion d'une prévention fondée sur des données probantes

Plusieurs partenaires ont utilisé le PIF pour enrichir leur base de connaissances existante. Ils ont notamment investi dans des enquêtes à l'échelle de la ville ou ciblées pour recueillir des données sur la victimisation, la perception de la sécurité, le recrutement de jeunes à des fins criminelles et les tendances de la violence, afin d'éclairer les politiques publiques. Ils ont également mené des entretiens et des discussions en groupes de réflexion pour évaluer l'institutionnalisation d'un bureau de prévention de la violence. Dans l'ensemble, ces projets ont démontré la nécessité et l'utilité d'une production et d'une analyse accrues des connaissances au service de la prévention de la violence. Tous ces efforts ont également favorisé des partenariats essentiels entre différents organismes gouvernementaux, les forces de l'ordre, la société civile et le milieu universitaire.

- **Malines** : l'administration municipale de Malines, en partenariat avec l'université de Gand, a mené une enquête quantitative dans les écoles de la région sur le recrutement de jeunes à des fins criminelles. Les résultats de cette enquête permettront d'actualiser le plan d'action local de lutte contre le crime organisé lié à la drogue.
- **Rosario** : la mairie de Rosario a mené une enquête à l'échelle de la ville sur la victimisation et la perception de la sécurité, afin d'orienter les efforts de prévention de la violence ciblée et de mesurer l'impact des politiques en cours.
- **Life & Peace Institute (LPI), Nairobi** : l'organisation de la société civile LPI a procédé à une analyse experte et participative des tendances en matière de violence urbaine et des dynamiques de sécurité électorale dans les quartiers de la ville, afin d'éclairer les cadres de coordination.
- **Guadalajara** : en partenariat avec l'OSC Delibera, le bureau du maire a réalisé des diagnostics qualitatifs

dans les écoles sur les risques existants de violence, de recrutement et de disparition, afin d'éclairer les politiques de prévention et de promouvoir des réponses intégrées.

- **Empire Fighting Chance (EFC), Bristol** : l'EFC a réalisé une analyse exploratoire en vue de la création d'un bureau régional de prévention de la violence à Bristol, axé sur la violence chez les jeunes.

2. Autonomisation et protection des jeunes

Des interventions directes ciblant les jeunes ont permis de mieux comprendre les risques liés aux différentes formes de violence, de changer les normes sociales autour des comportements violents, de fournir un soutien psychosocial et des soins dédiés lorsque nécessaire, ainsi que de proposer des solutions de subsistance et d'autres opportunités. Ces projets ont aussi contribué à renforcer la confiance entre les jeunes et les institutions publiques.

- **Cali** : le secrétaire à la sécurité et à la justice de la ville a lancé un fonds compétitif pour les jeunes. Ce fonds finance des projets liés à la coiffure, à la musique, à l'imprimerie, à la danse/au théâtre et à la fierté identitaire/culturelle. L'objectif est de contribuer à dénormaliser la violence et à renforcer la cohésion sociale à travers des ateliers et un mentorat assurés par des médiateurs communautaires.
- **Guadalajara** : des ateliers scolaires organisés par la ville et l'OSC Delibera ont permis de faciliter la prise en charge par les pairs, l'accès aux services de soutien et l'orientation vers des structures spécialisées. Cette initiative vise à réduire les risques associés à la disparition des jeunes et à leur recrutement par des organisations criminelles.

3. Instaurer la confiance grâce à la concertation et au dialogue multipartite

Des sommets multipartites et des séminaires sur la paix ont été organisés par différents partenaires pour réunir des représentants du gouvernement, des membres de la communauté, des chefs traditionnels et religieux, des

forces de l'ordre, des jeunes et des organisations de la société civile. Ces forums leur ont fourni des espaces sûrs auparavant inexistantes pour discuter de questions clés liées à la sécurité, à la paix, aux droits humains, aux tendances et dynamiques de la violence, et pour renforcer les mécanismes de collaboration entre les différents acteurs.

- **Peace Initiative Network (PIN), Abeokuta :** l'organisation de la société civile PIN a mis en œuvre une série d'initiatives de plaidoyer et d'éducation visant à renforcer la coexistence pacifique et à prévenir la violence à Abeokuta et dans les communautés environnantes. Elle a notamment organisé des sommets pour la paix qui ont réuni des représentants du gouvernement, des agences de sécurité, des autorités traditionnelles, des chefs communautaires et religieux, des groupes de jeunes et de femmes, ainsi que des représentants des médias, afin de discuter des préoccupations émergentes en matière de sécurité, des facteurs de conflit et des mesures d'alerte précoce.
- **Life & Peace Institute, Nairobi :** le LPI a organisé un forum de dialogue multipartite auquel ont participé 30 acteurs issus de divers bidonvilles de Nairobi et d'institutions clés. L'objectif était de réfléchir aux nouvelles tendances en matière de violence et aux dynamiques liées aux élections, et de renforcer la collaboration grâce à un partage des connaissances et à des approches coordonnées.

4. Développer des partenariats et une architecture institutionnelle pour prévenir la violence urbaine

Plusieurs initiatives ont renforcé les fondements institutionnels et les mécanismes de collaboration nécessaires à une prévention durable de la violence urbaine. Les partenaires ont établi et mis à profit des alliances multisectorielles reliant agences gouvernementales, organisations de la société civile, universités, établissements scolaires et leaders communautaires afin de concevoir et de mettre en œuvre des stratégies coordonnées en faveur de la sécurité et de la cohésion sociale. Ces efforts ont pris la forme d'analyses structurées visant à éclairer la création de bureaux de prévention de la violence, de partenariats

interinstitutionnels axés sur la prévention auprès des jeunes, de collaborations intergouvernementales en matière de données et d'enquêtes, ainsi que de la mise en place de réseaux de paix ancrés dans les communautés. Dans l'ensemble, ces initiatives ont démontré que des partenariats solides et une architecture institutionnelle robuste peuvent renforcer la capacité des villes à prévenir la violence grâce à des approches locales, inclusives et coordonnées.

- **Empire Fighting Chance (EFC), Bristol :** l'analyse des structures municipales et régionales chargées de coordonner les services de police, les conseils municipaux et les groupes communautaires en vue de créer un bureau central de prévention de la violence a été menée par l'EFC en partenariat avec l'université de l'Ouest de l'Angleterre et a nécessité la collaboration et la consultation des représentants de la police et du gouvernement.
- **Guadalajara :** les ateliers et l'enquête menés dans les établissements scolaires sur les facteurs de risque liés à la violence et aux disparitions ont nécessité un partenariat décisif entre le système éducatif de la ville, différents organismes municipaux chargés de la prise en charge, des organisations de la société civile et les forces de l'ordre, tous impliqués dans l'élaboration de politiques de prévention en faveur des jeunes.
- **Peace Initiative Network (PIN), Abeokuta :** afin de pérenniser les activités de plaidoyer et d'éducation promues par le PIN dans le cadre du PIF 2.0, le projet a mis en place un réseau de « sentinelles de la paix » communautaires (des acteurs de la paix de l'État d'Ogun), composé d'anciens et de leaders de la jeunesse, pour continuer à piloter les initiatives du projet.

APERÇU ET RÉSULTATS DES INTERVENTIONS SOUTENUES PAR LE PIF 2.0

Empire Fighting Chance (Bristol, Royaume-Uni) – analyse exploratoire et collecte de données probantes sur les BPV

Ce projet visait à éclairer la mise en œuvre d'un bureau de prévention de la violence (BPV) à l'échelle régionale à Bristol, au Royaume-Uni, en assurant le rapprochement entre les groupes communautaires, la police et d'autres acteurs du secteur public. Le partenaire PiOC, Empire Fighting Chance (EFC), a collaboré avec l'université de l'Ouest de l'Angleterre pour réaliser une revue de la littérature sur la base de données probantes relatives à l'efficacité des BPV, en se concentrant particulièrement sur la violence chez les jeunes. L'équipe a également interrogé des représentants de bureaux existants aux États-Unis et au Canada, ainsi que divers acteurs clés de Bristol (représentants du gouvernement, du secteur de l'action bénévole et membres de la communauté), afin d'éclairer la création d'un BPV régional dans cette ville. Les équipes souhaitaient comprendre comment la mise en place d'un BPV pourrait maximiser les bénéfices des efforts de la société civile, sans dupliquer ni remplacer les partenariats de réduction de la violence au sein des conseils municipaux ou de la police. Le projet a également permis d'enrichir les connaissances des communautés touchées par la violence, renforçant ainsi la capacité de l'EFC et de ses partenaires à répondre efficacement aux causes profondes de la violence.

Le rapport final a conclu qu'une application efficace du modèle de BPV à Bristol nécessiterait de respecter l'obligation de lutte contre la violence grave (Serious Violence Duty) inscrite dans la loi britannique de 2022 sur la police, la criminalité, les condamnations et les tribunaux (Police, Crime, Sentencing and Courts Act 2022), de l'intégrer aux stratégies existantes, telles que Harm Outside the Home (Violence hors du domicile) et Domestic Abuse and

Sexual Violence (Violence domestique et violence sexuelle), et de collaborer dans le cadre du Keeping Bristol Safe Partnership (Partenariat pour la sécurité à Bristol). Le BPV agirait comme une plateforme de coordination mettant l'accent sur l'engagement communautaire, la transparence et l'inclusion des voix les plus touchées par la violence, et serait soutenu par des organisations communautaires implantées localement et des conseils consultatifs. Un financement pluriannuel durable, une intégration robuste des données provenant des systèmes de police, de santé et d'éducation, ainsi que des approches culturellement adaptées à la population diversifiée de Bristol sont essentiels. Le BPV de Bristol s'attaquerait à un large éventail de violences graves, telles que les homicides, les tentatives d'homicide, les crimes à l'arme blanche et les vols, au moyen d'une approche de santé publique privilégiant la prévention, la réhabilitation et l'autonomisation des communautés.

Ville de Santiago de Cali (Colombie) – fonds pour la jeunesse En La Buena

Le PIF a financé cinq initiatives culturelles et économiques portées par des jeunes, donnant lieu à 43 activités entre août et novembre 2025 dans des communautés à haut risque. Ces initiatives visaient à promouvoir des solutions de subsistance, à encourager l'engagement dans les arts et la culture, et à renforcer la cohésion sociale. Environ 130 jeunes ont bénéficié directement du projet et des dizaines d'autres membres de la communauté en ont bénéficié indirectement grâce à leur participation à diverses activités. Les interventions soutenues par le fonds compétitif pour la jeunesse comprenaient le renforcement des capacités et un soutien financier pour la mise en place d'un salon de coiffure mobile géré par des jeunes, ainsi que des processus culturels axés sur la musique, l'imprimerie, la danse/le théâtre et des ateliers de construction identitaire. Ces interventions ont été complétées par d'autres activités déjà intégrées à la stratégie de sécurité de la ville, notamment un soutien psychosocial aux jeunes bénéficiaires du fonds En la Buena.

Le programme a également permis de renforcer le rôle des médiateurs, qui ont animé des ateliers visant à dénormaliser la violence, à sensibiliser les jeunes aux risques associés aux pratiques violentes et à les accompagner

dans leurs discussions sur les normes sociales qu'ils souhaitaient transformer dans le cadre du projet. Les médiateurs sont des acteurs clés dans les efforts de prévention de la violence à Cali. Ils servent de pont entre les institutions et la communauté en accompagnant les jeunes participants dans l'ensemble des activités du projet. Les médiateurs communautaires sont des agents certifiés qui favorisent le dialogue et contribuent à maintenir une coexistence pacifique au sein des communautés de la ville. Leur soutien, leur connaissance des dynamiques de quartier et leur légitimité sociale en tant que leaders communautaires ont été déterminants pour assurer la continuité des processus, faciliter la participation des jeunes et pérenniser les espaces de confiance.

Un autre élément clé du programme a été sa co-création avec les jeunes, qui ont joué un rôle central dans la conception et la mise en œuvre des initiatives financées. Leur implication dès le départ a permis de s'assurer que les propositions tenaient compte de leurs intérêts, de leurs expériences et de leurs besoins, favorisant ainsi une plus grande appropriation, la continuité des processus et un sentiment de responsabilité partagée. Quatre mois après la fin officielle du PIF, tous les projets en faveur des jeunes sont toujours activement menés. Au moins deux fondations basées à Cali et d'autres bailleurs de fonds internationaux souhaitent désormais reproduire cette démarche dans le cadre d'un nouveau cycle de financement visant à promouvoir l'inclusion des jeunes.



Atelier de co-création du programme En la Buena à Cali, en Colombie. Photo : bureau du maire de Santiago de Cali.

Peace Initiative Network (PIN) (Abeokuta, Nigéria) – partenariat pour des communautés plus sûres et plus résilientes

Le projet visait à réduire la violence et à promouvoir la paix en tirant parti des relations solides entretenues avec les autorités municipales et les organisations locales. Il a mobilisé un groupe diversifié de parties prenantes, notamment la société civile, les autorités traditionnelles, les chefs religieux, les agences de sécurité, les responsables gouvernementaux et les médias, afin de favoriser la collaboration sur les questions de sécurité publique, de violence fondée sur

« L'approche participative de En la Buena a permis aux jeunes d'être reconnus comme des acteurs actifs de la prévention, ce qui a transformé la façon dont leurs communautés les perçoivent. Ce processus souligne que la prévention ne se limite pas à atténuer les risques, mais qu'elle consiste également à créer des opportunités, à élargir les perspectives et à renforcer la capacité à rêver collectivement. »

— Laura Prieto,
responsable de la méthodologie, de
l'articulation et de la coopération, Cali.



Sommet pour la paix de l'État d'Ogun à Abekouta, au Nigeria. Photo : Peace Initiative Network.

le genre et de droits humains. Parmi les principales activités, figuraient des réunions de plaidoyer avec des leaders communautaires et des représentants du gouvernement, un sommet pour la paix réunissant 150 participants, ainsi qu'un atelier de deux jours sur l'éducation à la paix destiné à 50 jeunes hommes et femmes. Ces efforts ont été complétés par une émission de radio hebdomadaire consacrée à des thèmes tels que la violence des gangs, la police communautaire et les discours de haine, créant ainsi des espaces de dialogue et de sensibilisation.

Grâce à cette initiative, les intervenants communautaires ont acquis des connaissances et des outils pour prévenir les conflits et régler pacifiquement les différends, tandis que les groupes locaux touchés par la violence ont pu accéder à des possibilités de réconciliation et d'harmonie sociale. Des formations au leadership, à l'éducation civique et à la consolidation de la paix ont permis d'autonomiser les jeunes, qui sont ainsi devenus des promoteurs actifs de la non-violence dans leurs communautés. Le projet visait à renforcer la résilience des communautés et à proposer aux jeunes des alternatives à l'adhésion à des gangs. Il a permis de souligner l'importance d'impliquer les groupes à haut risque et de poursuivre les efforts grâce à des partenariats avec le gouvernement, le secteur privé et les acteurs internationaux.

Life & Peace Institute (LPI) (Nairobi, Kenya) – forum de dialogue Tuimarishe Amani Mjini

Cette initiative a réuni des acteurs issus de plusieurs bidonvilles de Nairobi afin d'identifier les tendances émergentes en matière de violence urbaine, les zones sensibles et les dynamiques de violence avant et après les élections. L'objectif du forum était de renforcer la collaboration entre les acteurs de la paix et de développer un cadre de coordination pour faire face à ces nouvelles tendances. En adoptant une approche de type « visite de galerie », les participants, qui comprenaient des représentants de la société civile, des agences de sécurité, des responsables gouvernementaux et des leaders communautaires, ont partagé leurs réflexions sur les schémas de violence, les zones sensibles et les facteurs de conflit. Les discussions ont révélé l'influence croissante des gangs, souvent mobilisés lors d'événements politiques, ainsi que des facteurs tels que les difficultés économiques, la manipulation politique, la distorsion de l'information sur les réseaux sociaux et l'engagement limité des acteurs de la prévention. Les participants ont également noté une augmentation des cas de violence sexuelle et fondée sur le genre, de féminicides, ainsi que de violences structurelles telles que les expulsions forcées et les conflits liés aux ressources.



Activité du LPI à Nairobi sur l'identification des schémas et des tendances en matière de violence. Photo : LPI.

La violence dans les bidonvilles de Nairobi est cyclique et s'intensifie pendant les périodes électorales, sous l'effet de la radicalisation des jeunes, des dynamiques politiques et des pressions socio-économiques. Les réseaux sociaux ont été identifiés comme des déclencheurs et des amplificateurs de la violence, servant à normaliser les discours nocifs. Le forum a souligné l'urgence d'adopter des approches coordonnées et inclusives en matière de prévention, et a recommandé des mesures telles que la mobilisation des ressources, la mise en place de cadres juridiques pour la coordination, le renforcement des capacités, la standardisation des outils de signalement et la planification menée par les communautés. Les participants ont convenu que des forums similaires devraient être élargis afin d'impliquer un plus grand nombre d'acteurs, de garantir une collaboration durable et de prévenir la violence urbaine avant les prochaines élections.

Ville de Malines (Belgique) – enquête sur l'exposition des jeunes au recrutement criminel

Le PIF a soutenu les efforts de la ville de Malines pour prévenir l'implication des jeunes dans des réseaux de trafic de drogue organisés, un objectif clé de son plan d'action local contre le crime organisé lié aux stupéfiants. En raison de la rareté des données antérieures sur le recrutement criminel, le projet a financé la conception et la mise en

œuvre de la première enquête anonyme et rigoureuse sur le plan académique auprès des jeunes de Malines, en collaboration avec l'université de Gand. Cette enquête, qui ciblait les jeunes de 14 à 18 ans, a servi à dresser une cartographie de l'exposition au recrutement pour des activités illégales telles que le transport de drogue ou la violence. Cette approche fondée sur des données probantes a permis à la ville d'affiner ses mesures préventives, d'éclairer les interventions en milieu scolaire et de renforcer la coordination interinstitutionnelle. Les écoles ont été mobilisées en tant que partenaires actifs, favorisant ainsi le renforcement de la confiance et de la collaboration entre le système éducatif, les forces de l'ordre et l'administration municipale.

L'enquête a révélé que 21 % des participants avaient été personnellement approchés pour accomplir des tâches qu'ils estimaient illégales, et que 18 % d'entre elles connaissaient quelqu'un qui avait vécu la même expérience. Malines dispose ainsi d'un premier aperçu quantitatif de l'ampleur du phénomène. S'il est encore trop tôt pour évaluer une diminution directe de la violence, le projet a jeté les bases d'une prévention à long terme en recueillant des données exploitables, en tissant des partenariats et en élaborant une méthodologie reproductible dans d'autres villes. Les résultats permettront de mettre à jour le plan d'action de la ville, d'orienter les initiatives de sensibilisation dans les écoles et de soutenir les stratégies de prévention précoce. Au-delà de Malines, le projet a suscité

l'intérêt d'autres villes belges, démontrant ainsi qu'il est possible de produire un effet multiplicateur grâce à des interventions à petite échelle, fondées sur des données chiffrées, lorsqu'elles s'inscrivent dans des réseaux de prévention plus vastes.

Ville de Rosario (Argentine) – enquête 2025 sur la victimisation et la perception de la sécurité

Le PIF a permis à la ville de Rosario de mener sa première enquête d'actualisation des données sur la victimisation depuis 2014. Cette enquête fournit des informations essentielles sur la violence et la sécurité telles qu'elles sont perçues et vécues par les habitants des six districts de la ville. Cet effort a été rendu possible grâce à un important travail technique et à une collaboration avec les écoles, la société civile et les institutions provinciales. Les résultats montrent une hausse significative de l'exposition à la criminalité à Rosario : 37,3 % des personnes ayant répondu à l'enquête déclarent en effet avoir été victimes, avec une augmentation marquée des cas de victimisation répétée et multiple. Le niveau de violence lors des crimes reste élevé. Plus de la moitié des victimes ont subi des agressions, et les armes à feu ont été utilisées dans plus d'un tiers des cas. Des disparités territoriales persistent, avec des niveaux de victimisation nettement plus élevés dans le nord de la ville. Tous types de crimes confondus, le nombre de cas non signalés se maintient à 33,8 %, en raison d'une méfiance envers les institutions. Plus des deux tiers des personnes ayant reconnu ne pas avoir signalé un crime ont indiqué qu'elles savaient « que cela ne servirait à rien ». En 2025, l'insécurité reste une préoccupation majeure, mais elle a reculé dans la liste des priorités par rapport à 2014, car les problèmes économiques sont désormais au premier plan.

Les données de l'enquête sont déjà utilisées pour favoriser le dialogue entre les principaux acteurs et serviront à étayer la diffusion publique, les discussions politiques et l'engagement stratégique avec les agences de sécurité et les institutions judiciaires. Les résultats permettront d'identifier les priorités territoriales, d'orienter l'allocation des ressources et de réorienter les stratégies locales, en se basant sur des expériences réelles plutôt que sur des hypothèses. En institutionnalisant l'enquête comme outil de suivi semestriel, Rosario entend suivre l'évolution des perceptions des citoyens au fil du temps et évaluer l'efficacité des politiques de prévention. Le projet a également permis de renforcer la coordination interinstitutionnelle et les partenariats académiques, garantissant ainsi que les interventions futures seront éclairées, inclusives et adaptées aux besoins des communautés. Selon l'administration municipale, cette initiative marque une transition vers une prise de décision fondée sur des données probantes, qui servira de base à la réduction de la violence à long terme.

« Les enquêtes sur la victimisation ont une vertu très spécifique : elles nous restituent la voix de ceux qui vivent et circulent dans la ville sans intermédiaires ni raccourcis. Elles nous permettent de comprendre ce qui se passe – les crimes subis, les sacrifices quotidiens, les peurs –, mais aussi ce que les citoyens imaginent, attendent ou remettent en question. Dans une ville où le mot “sécurité” est bien souvent synonyme d'urgence, écouter avec attention et sans a priori est un exercice fondamental de responsabilité démocratique. »

— Gonzalo Bonifazi,
directeur du programme de prévention
de la violence de Rosario.

Guadalajara (Mexique)) – « Cuidar las Presencias » : prévention sociale des disparitions

À Guadalajara, une ville de 1,4 million d'habitants, 2 643 personnes sont actuellement portées disparues, en majorité des jeunes hommes âgés de 15 à 24 ans. Face à cette situation, le projet financé par le PIF visait à jeter les bases de stratégies systématiques de prévention en milieu scolaire pour réduire la vulnérabilité des jeunes. Il avait pour ambition de doter la ville de ressources pour concevoir des programmes de prévention pour lutter contre les disparitions, combinant sensibilisation et diagnostics participatifs dans les zones à haut risque. Le projet a mis en œuvre des ateliers scolaires, accompagnés de protocoles d'orientation vers les services municipaux et étatiques. Le financement a servi de catalyseur à la collaboration entre l'administration municipale de Guadalajara, les organisations de la société civile (Delibera A.C. et La Pinta) et les acteurs étatiques responsables des recherches, de la protection et de la prise en charge psychosociale. Il a permis de développer une approche fondée sur les droits et sensible au genre, intégrant une protection stricte des données, un consentement éclairé et des protocoles visant à éviter la revictimisation. Il a également introduit une méthodologie innovante combinant lecture guidée, analyse comportementale et parcours d'accompagnement, permettant d'obtenir des éléments diagnostiques directement issus de la parole des jeunes. Les écoles

ont ainsi été positionnées comme des espaces clés de résilience et de recours rapides à l'aide, tandis que la coordination entre les agences municipales a été renforcée grâce à des procédures communes. Par exemple, lorsque des participants scolarisés présentaient des signes de risque (traumatisme, maltraitance, violence ou menaces en cours), ils étaient orientés vers des services de soutien, dans le respect de la confidentialité et avec un suivi approprié entre ces services.

Le projet a permis d'établir un diagnostic préliminaire au sein des établissements scolaires, basé sur une réflexion collective et des exercices d'éthique ; d'identifier des facteurs de vulnérabilité tels que les tensions familiales, les risques numériques, la pression des pairs et les dynamiques de contrôle au sein des quartiers ; de sensibiliser les élèves et les enseignants aux risques et aux dispositifs d'aide ; et d'améliorer la coordination entre les différents acteurs municipaux. Il a également favorisé le renforcement de la confiance dans les institutions de soutien, sensibilisé les adolescents et les éducateurs, et proposé une feuille de route pour une intervention précoce en cas de risque. Il a en outre mis en évidence des enseignements essentiels, notamment la capacité des écoles à jouer un rôle protecteur, même dans les zones à haut risque, la compréhension nuancée des risques par les adolescents et la nécessité d'une action coordonnée des systèmes institutionnels. Il est désormais prévu d'appliquer la même méthodologie à d'autres écoles présentant des caractéristiques similaires.



Atelier scolaire axé sur la prise en charge à Guadalajara, au Mexique. Photo : Delibera

LEÇONS APPRISSES

Le PIF 2.0 avait pour objectif de continuer à soutenir les membres de PiOC dans leurs efforts pour mettre en œuvre des stratégies de prévention de la violence fondées sur des données probantes, concrètes et conformes aux principes et bonnes pratiques internationaux. Ces sept projets ont révélé plusieurs éléments communs, reflétant les principes directeurs de PiOC, notamment la nécessité d'instaurer la confiance entre les pouvoirs publics, les forces de l'ordre et les acteurs non gouvernementaux grâce à des approches participatives et collaboratives, ainsi que la mise en place de partenariats institutionnels et de mécanismes pour les pérenniser ; l'importance de renforcer les environnements protecteurs pour les jeunes par le biais des arts, de la culture, de solutions de subsistance et d'un accompagnement, tout en tenant compte de leur parole ; et l'utilisation essentielle de données et d'analyses pour orienter des stratégies ciblées de prévention de la violence urbaine.

Les villes ont ainsi pu bénéficier de données locales fiables, remplaçant les hypothèses et les éléments anecdotiques, ce qui a permis d'améliorer l'élaboration des politiques publiques. Le processus et les résultats de cette amélioration des connaissances ont également renforcé la légitimité de l'initiative auprès des écoles, des communautés et des partenaires issus des forces de l'ordre et de la justice, soulignant les multiples avantages de la production de données et de ressources locales.

Les projets menés ont par ailleurs démontré que la cohésion sociale et la dénormalisation de la violence peuvent progresser lorsque les adolescents participent à des initiatives culturellement pertinentes, axées sur les solutions de subsistance et sensibles au genre. Investir dans les compétences pratiques des jeunes et dans la création d'espaces d'expression sûrs permet de réduire leur exposition aux risques et à la stigmatisation, et d'améliorer leur sentiment d'autonomie et d'appartenance à la communauté.

Les forums et les sommets réunissant la police, les représentants de l'administration locale, les organisations de la société civile, les éducateurs, les chefs religieux/traditionnels et les médias sont également d'excellents leviers que les villes devraient envisager pour renforcer les systèmes d'alerte précoce, la police de proximité et les capacités d'intervention. Il est tout aussi essentiel de créer des instances permanentes chargées d'assurer la continuité des actions discutées lors de ces forums, afin de prolonger les efforts au-delà de la durée de vie des projets.

La coordination locale, associée à l'éducation civique et à l'engagement des jeunes, est déterminante pour atténuer la violence cyclique. Pour être pertinente et durable, la coordination doit être volontaire, inclusive et structurée.

Enfin, la mise en relation des résultats obtenus par de petites initiatives, telles que celles financées par le PIF, avec les plans d'action des villes ou les BPV/approches régionales, ainsi que l'institutionnalisation d'enquêtes biennales ou d'organismes formels chargés de poursuivre la coordination et le dialogue entre les différents acteurs, peuvent transformer des projets ponctuels en véritables mécanismes de prévention durables.

Plusieurs partenaires ont souligné l'intérêt de disposer de financements modestes et flexibles pour expérimenter ou renforcer des idées novatrices, qui pourront ensuite être déployées à plus grande échelle et reprises par d'autres partenaires et bailleurs de fonds. Nous espérons que les initiatives soutenues par le Peace Incentive Fund évolueront de la même manière vers des systèmes durables de prévention de la violence intégrés aux villes.



À propos de Peace in Our Cities

Peace in Our Cities (PiOC) est un réseau mondial unique regroupant près de 30 villes et plus de 50 partenaires communautaires et internationaux, dont l'objectif ambitieux est de réduire de moitié la violence urbaine d'ici 2030.

PiOC cherche à réduire et à prévenir la violence urbaine dans le monde entier, afin de préserver des vies et d'aider les villes à prospérer. Pour ce faire, ce réseau des plateformes d'échange concrètes, participatives et fondées sur des données factuelles afin de réduire et de prévenir la violence grave dans les villes membres, tout en mettant en place un mouvement mondial de défenseurs de la réduction de la violence urbaine.

L'approche de PiOC repose sur trois axes d'action :

- **Renforcer** la sensibilisation des décideurs politiques à l'ampleur et à la gravité réelles de la violence urbaine, ainsi qu'aux possibilités dont disposent les villes pour y remédier.
- **Promouvoir** des solutions politiques équilibrées et fondées sur des données probantes, ainsi que des approches de consolidation de la paix visant à réduire les formes les plus graves de violence en milieu urbain.
- **Accompagner** les dirigeants municipaux, les partenaires communautaires et la société civile par le biais d'échanges entre pairs et d'accès à l'information afin d'atteindre des objectifs ambitieux en matière de réduction de la violence.

Peace in Our Cities est co-animé par deux institutions indépendantes basées aux États-Unis : Pathfinders for Peaceful, Just and Inclusive Societies au Center on International Cooperation de l'université de New York et le Stanley Center for Peace and Security. Pour plus d'informations, veuillez vous rendre sur peaceinourcities.org.